



Les communistes du Dunkerquois s'inscrivent dans la perspective d'une transition écologique s'appuyant sur la transformation de nos modes de production et de consommation.

La recherche d'une énergie plus respectueuse de la planète est une des solutions à mettre en œuvre.

Par contre cette recherche doit être animée par un esprit d'accès de toutes et tous à l'énergie grâce entre autres à son coût, sa mise à disposition sur tout le territoire et une totale disponibilité.

C'est cet esprit qui animait les communistes lors de la création d'EDF et c'est celui qui nous anime toujours aujourd'hui.

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
Section de Dunkerque-Littoral
d.castelli.pcf-dk@orange.fr

CAHIER D'ACTEUR PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS Section de Dunkerque-Littoral

LA PRIORITÉ QUI DOIT ÊTRE LA NÔTRE

Le Parti communiste français agit en faveur d'une société basée sur la solidarité et la coopération.

L'énergie est un bien commun, un droit fondamental qui doit être accessible à tous. Au regard des enjeux de progrès social et écologique, de souveraineté et d'indépendance de la France, de renouveau industriel, d'aménagement équilibré du territoire et d'égalité républicaine, nous sommes favorables à un mix énergétique diversifié, sous maîtrise publique.

LE MIX ÉNERGÉTIQUE

Le PCF agit pour un mix énergétique diversifié, prenant en compte le niveau de maturité des différentes technologies, leur bilan énergétique et écologique sur tout leur cycle de vie – fabrication, utilisation, démantèlement, recyclage – et privilégiant les moins émettrices de CO2. C'est tout particulièrement vrai pour l'énergie électrique dont le stockage indirect reste difficile et coûteux, nécessitant de mobiliser différentes sources de production.

Nous sommes favorables au développement des énergies renouvelables, au côté de notre mix énergétique historique, d'origine nucléaire et hydraulique. Nous refusons en revanche qu'elles soient le cheval de Troie de nouvelles dérégulations. Leur essor exige l'impulsion et la structuration de véritables filières, par la puissance publique.

L'éolien, le solaire sont des énergies intermittentes. Leur potentiel ne doit donc pas être surestimé tant que des modes de stockage d'énergie à grande échelle ne sont pas disponibles.

PARC ÉOLIEN EN MER

AU LARGE DE DUNKERQUE



Des éoliennes géantes dans une aire marine protégée : le site Natura 2000 Bancs des Flandres

On veut nous présenter, sous prétexte que les éoliennes sont mues par le vent, source d'énergie inépuisable, que c'est un procédé de production d'énergie écologique respectant la planète.

Or certains constats s'imposent à nous :

- Les tonnes de matières utilisées dans la fabrication des éoliennes dont les terres rares ont un coût carbone élevé, auquel il faut ajouter celui de leur transport ;
- Les pales des éoliennes ne sont pas recyclables ;
- Il y a un risque de fuite d'huile pour les centaines de litres contenus dans leur rotor ;
- L'implantation des éoliennes nécessite une quantité énorme de béton ;
- En fonctionnement, les nuisances sont importantes pour la faune et la flore marine, ainsi que l'avifaune. Pour rappel, sur le site Natura 2000 Bancs des Flandres, marsouins et phoques sont protégés au titre de la Directive Habitat Faune Flore, et 25 espèces d'oiseaux sont protégées au titre de la Directive Oiseaux ;
- Les années de travaux pour l'installation ont aussi un impact certain sur la faune et la flore ;
- La production éolienne, même en mer, est intermittente et nécessite des centrales thermiques lors des baisses de production ;
- Les paysages sont dénaturés ;

Par ailleurs, si la zone d'implantation choisie, à l'est de Dunkerque, l'a été pour préserver l'activité portuaire à l'ouest, quelles seront les conséquences pour la pêche artisanale, déjà bien mise à mal par la raréfaction du poisson causée par la pêche électrique toujours pratiquée par les flottes néerlandaises malgré les interdictions, ou encore par le Brexit. Quid également des activités de plaisance au large de Dunkerque, dans la zone d'implantation du parc éolien en mer ?

Atteindre 50 % d'électricité renouvelable

Ce bel engagement oblige à une véritable politique énergétique nationale, basée sur les quantités nécessaires et leur type de production, et mises en regard des besoins actuels et à venir. Cela, seul un pôle public national de l'énergie peut le concrétiser, et non le marché.

Si d'un côté nous voulons véritablement rapatrier des productions en France pour lutter contre le chômage et contre le réchauffement climatique, il nous faudra davantage d'énergie.

Si en même temps nous voulons moins d'énergie carbonée, voire plus aucune, il va falloir développer les autres types d'énergie.

Il sera aussi nécessaire d'éviter les gâchis énergétiques liés à l'isolation des bâtiments ou encore à la surproduction de déchets.

Nous avons la chance d'avoir en France d'importants modes de production d'énergie décarbonée avec le nucléaire et l'hydraulique : il est donc nécessaire de ne pas les brader, mais au contraire d'y investir pour les moderniser et les rendre plus performants.

Pour les autres moyens de production, il est nécessaire de voir leurs réelles capacités à répondre aux besoins en respectant les objectifs fixés sur le respect de l'environnement.

Nous pouvons avoir en l'état actuel de gros doutes sur l'éolien à grande échelle pour satisfaire à ces contraintes.

En effet, l'énergie éolienne a une production intermittente qui impose de produire un complément

d'énergie, souvent avec des centrales thermiques fonctionnant au gaz et émettrices de GES.

De plus la quantité produite par un parc éolien n'a aucune mesure avec celle produite par un centre de production nucléaire et l'on voit déjà les problèmes posés par l'arrêt de la centrale de Fessenheim.

L'énergie nucléaire est celle qui produit le moins de CO2 et permet un accès permanent à l'électricité. Seule peut être mise en avant la dangerosité de ce mode de production et des déchets qu'il engendre. C'est pourquoi sa maîtrise doit absolument rester publique.

Il ne s'agit pas ici d'opposer les différents modes de production d'énergie, et au contraire la question du développement harmonieux et complémentaire de ceux-ci est primordiale.

Aussi, la recherche dans le domaine de l'énergie, est essentielle et déterminante.

Tant que le gouvernement ne mettra pas les moyens humains et financiers pour garantir une filière publique de production d'énergies renouvelables, la France sera dans l'impasse et incapable de porter à 50% sa part d'énergie renouvelable dans le mix énergétique.

A ce titre, la filière électronucléaire française constitue un atout pour notre pays, et nous pensons que la décision d'abandonner la recherche sur le projet Astrid, un réacteur nouvelle génération prometteur, est une erreur stratégique.

L'éolien et l'emploi

A chaque nouveau projet, les promoteurs nous vantent leur excellent impact sur l'emploi, répétant à l'envi « c'est bon pour l'emploi ».

En oubliant souvent de préciser les statuts, les niveaux de rémunération, la durée de ces emplois, ni les engagements précis et les contraintes en cas de non respect de ces derniers.

Alors qu'en est-il de ce parc éolien ?

On nous promet des emplois en tous genres :

- À la construction ? Nous avons pu constater que l'emploi local a été sous-utilisé pour la construction du terminal méthanier : pourquoi en serait-il autrement pour le parc éolien alors que « le coût du travail » en France est toujours montré du doigt. D'ailleurs nous n'entendons parler dans ce projet que de « compétitivité »

- En exploitation ? Les éoliennes sont pilotées à distance et avec la 5G et l'intelligence artificielle cela peut se faire de n'importe quel endroit de la planète. Ces emplois sont donc délocalisables et avec le privé à la barre ce sera là aussi la compétition pour la recherche du moindre coût.

- La maintenance ? Là aussi nul besoin de grandes équipes sur place mais d'équipes dédiées pouvant agir en tous lieux à partir d'une base dont le coût le plus bas sera recherché. De plus, quand il s'agit de sous-traitance on sait comment ces grands groupes traitent leurs sous-traitants.

Nous pouvons donc conclure que le choix de laisser le privé aux manettes ne favorise d'aucune façon l'emploi local.



Ce sont les citoyens qui payent et paieront très cher l'éolien

Sur nos factures d'électricité qui augmentent sans cesse et augmenteront davantage avec la fin du tarif réglementé, nous payons 50 % pour notre consommation et le reste se partage entre taxes et abonnement dont une partie va à l'aide au développement des énergies renouvelables.

Les projets tel celui qui nous est présenté perçoivent beaucoup d'argent public, que ce soit en subventions, suppression de taxes, aides à la formation des personnels, aménagements routiers et autres... : tout cela est de l'argent public.

Le privé apporte un capital qu'il se fera rembourser au centuple par l'exploitation des travailleurs avant, pendant et après la construction, et sur nos factures avec le coût de nos consommations.

Le modèle économique en matière d'énergies renouvelables doit donc être au cœur de la réflexion.

Le système économique choisi est-il le plus pertinent ?

Le projet éolien en mer est porté par un consortium incluant EDF. On peut donc s'interroger sur le modèle économique choisi dans un contexte où le démantèlement d'EDF, voulu par Bruxelles, est en marche. En effet, le projet « Hercule »¹ du gouvernement prévoit de scinder EDF en trois entités : une entreprise publique (EDF bleu) pour les centrales nucléaires, une autre (vert) cotée en Bourse pour la distribution d'électricité et les énergies renouvelables et une troisième (azur) qui inclurait les barrages hydroélectriques, dont les concessions seraient remises en concurrence. Ce projet « Hercule », inspiré par le monde de la finance, est dangereux car il n'a aucune vision stratégique de long terme !

1 <https://ericbocquet.fr/le-senat/questions-au-gouvernement-39/article/projet-hercule>

Il vise au contraire à céder au secteur privé, aux banques, toute l'activité liée aux énergies renouvelables.

Dit autrement, cela revient à nationaliser les pertes (les investissements importants) et privatiser les profits.

CONCLUSION

Pour un choix éclairé des citoyens

La réponse aux besoins pour tous ne peut, en aucun cas, être une réponse individualiste. C'est de solidarités nationales, européennes, internationales dont nous avons besoin pour répondre à la fois aux besoins énergétiques et aux problèmes environnementaux.

- Il nous faut inventer de nouveaux rapports entre la nature et les affaires humaines. C'est d'un véritable changement de civilisation qu'il s'agit.

- La concurrence, la compétitivité, le marché, le pouvoir d'une élite ne sont plus des évidences synonymes de progrès.

- La solidarité, la coopération, la démocratie et le sens des responsabilités individuelles et collectives sont devenues des exigences pour chaque individu sur la terre.

Certains choix, comme celui des sources d'énergie, sont l'affaire de chaque peuple, qui doit les déterminer à partir de sa réalité géographique, scientifique et technologique, géopolitique, économique, sociale et culturelle. Aussi nous sommes favorables à un referendum sur l'implantation d'éoliennes en mer au large de Dunkerque.

Enfin, l'énergie est un secteur stratégique à extraire des griffes du marché, des intérêts privés et des logiques de concurrence. Nous avons besoin en France d'un grand service public, démocratisé et au service de l'intérêt général, pour de nouvelles coopérations en Europe et dans le monde.